

## Quelle croissance voulons-nous ?

Par Michel Renault.

Maître de conférences à la faculté des sciences économique de l'université de Rennes 1.



La recherche de la croissance à tout prix empêche de prendre du recul sur le sens de cet indicateur. Le PIB (Produit intérieur brut), dont la variation annuelle matérialise la croissance, est en effet une « mesure », une « statistique ».

Or, comme l'a souligné le statisticien et sociologue français Alain Desrosières, toute

mesure repose sur un ensemble de conventions qui renvoient à « des manières de penser la société et aux façons d'agir sur elle ».

Les mesures ne sont donc pas purement objectives. Elles matérialisent des conceptions de la société, des finalités collectives, une conception du progrès, etc. Un exemple révélateur : dans un texte relatif au système européen de comptes (Règlement n° 549/2013), il est demandé aux États d'intégrer dans le PIB les « *activités illégales, dont les parties prenantes sont des partenaires consentants d'une transaction économique* ». Il s'agit notamment de considérer ces activités sous l'« angle de l'offre ». L'institut européen de statistique (Eurostat) a été chargé de faire réaliser ces ajustements par les différents instituts statistiques nationaux.

Ainsi, des chiffres de PIB et de croissance ont-ils été « ajustés » récemment pour tenir compte de ces activités « illégales ». On évoquait une augmentation potentielle du PIB italien de 10 %, de 0,4 % pour les Pays-Bas, et la Grande-Bretagne vient de réviser à la hausse (0,5 %) ses « richesses produites ».

Pour le dire autrement, la prostitution, le « commerce » de stupéfiants

et toute autre forme de transaction illégale « consentie librement » contribueraient à faire augmenter le PIB. En suivant cette logique, ne conviendrait-il pas d'en faire des objectifs de politiques publiques pour générer de la croissance, notamment dans le cadre d'une « politique de l'offre » ? Ainsi, la gestation pour autrui (GPA) pourrait également constituer un important « gisement de richesses » si elle donne lieu à des transactions monétaires. On pourrait aussi imaginer, comme l'avait préconisé un économiste américain, un marché pour les enfants adoptables...



Prostitution, drogue, GPA...  
des gisements de richesse ?



Le caractère désirable d'une telle croissance est donc hautement discutable. Parallèlement, l'agence France Stratégie a publié mi-septembre une note sur des indicateurs censés mesurer la « qualité de la croissance ». Cette note met en évidence des éléments sociaux, environnementaux... qui incitent à nuancer cette mesure, par exemple du fait des inégalités générées. L'Insee a fait de même pour la « qualité de vie » dans les territoires. Même la Chine a intégré le caractère problématique de cette mesure en s'orientant vers la production d'un « nouveau régime comptable » permettant de mettre fin à la « suprématie du PIB ». Elle veut prendre en compte la « qualité » de la croissance et remettre en cause sa nature insoutenable, notamment du fait des dégâts sociaux et environnementaux générés.

On l'aura compris : il est ainsi douteux que l'augmentation des « transactions librement consenties » constitue toujours un progrès en matière de qualité de vie. Tout cela souligne les enjeux démocratiques sous-jacents à la quantification du monde et la nécessité impérieuse d'un examen critique attentif des conventions qui orientent les mesures.